

ON DEMANDE AU MINISTRE DE DÉVOILER LE MONTANT D'ARGENT QU'IL FAUDRA ENCORE INVESTIR DANS LA SOCIÉTÉ

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le Président, je ne me laisserai pas impressionner par des réponses semblables. Il n'en demeure pas moins que le ministre n'est pas capable de nous dire actuellement quelle est la situation financière, et ce exactement, de cette nouvelle société. Le public est inquiet et le gouvernement n'a pas les moyens de dilapider les fonds publics en ce moment. Et c'est cette question qui est importante. Compte tenu du fait que le ministre savait très bien qu'il ne pouvait pas avoir le soutien de l'Opposition officielle envers cette «créature nouvelle», qu'il ne pouvait pas avoir le soutien des provinces, parce que nous avons décidé de laisser ce revenu aux provinces, et nous nous en félicitons de l'avoir fait, et étant donné les circonstances le ministre accuse les provinces, il devrait s'excuser auprès des provinces au lieu de les accuser d'être contre son système... Je pose donc à nouveau ma question au ministre, monsieur le Président, et ce immédiatement. Combien faudra-t-il dépenser d'argent du public pour tenter de sauver une structure qui n'a que pour raison d'être de trouver des emplois à ses partisans et à ses amis libéraux?

M. Peterson: Plus fort!

L'hon. Jacques Olivier (ministre d'État (Santé et Sport amateur)): Monsieur le Président, si le député de Joliette veut donner un spectacle, je suis aussi capable que lui d'en donner un! Mais je suis plus responsable que cela... Je viens de dire, devant cette Chambre, que le gouvernement canadien a mis à notre disposition une somme de 10.5 millions de dollars, et ce en vertu de la loi qui a créé la Société canadienne des paris sportifs. Je viens de dire au député de Joliette, par votre intermédiaire, monsieur le Président, que jamais je n'ai reçu encore de demande pour... Donc, si vous êtes assez intelligent, ce dont je doute, si vous êtes encore assez intelligent, cela veut dire que les 10.5 millions de dollars n'ont pas encore été tous dépensés. Est-ce cela que vous voulez savoir? Puisqu'ils ne m'ont pas fait de demande... Ce que je veux vous dire en plus de cela... Une chose est certaine: nous, nous ne ferons pas le cadeau que vous avez fait, à savoir donner 500 millions de dollars aux provinces pour en retirer 35 millions de dollars... Nous, nous avons besoin d'argent pour respecter nos engagements à Calgary. Les gens de Calgary et du Canada...

M. La Salle: Il y a une autre façon de le faire!

M. Olivier:... croient aux Olympiques! Nous, nous croyons au sport amateur, monsieur le Président! Nous, nous croyons à la recherche médicale, monsieur le Président! Quant aux députés d'en face, tout ce qu'ils font, c'est de la rhétorique pour détruire la crédibilité d'une société, là où... D'ailleurs, j'invite le député à prendre connaissance du communiqué de presse de la Société. La Société a dit très clairement comment les employés avaient été engagés; elle a dit très clairement comment les contrats ont été signés. Jamais le député n'a osé y faire référence.

M. La Salle: Ce sont des faussetés!

M. Olivier: Jamais l'Opposition n'est capable d'y faire référence.

Questions orales

M. le Président: A l'ordre! La parole est à l'honorable député de Brant (M. Blackburn).

* * *

● (1425)

[Traduction]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LES QUOTAS D'IMPORTATION D'AUTOMOBILES JAPONAISES

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé du Commerce international. Notre parti est amèrement déçu de la faiblesse dont il a fait preuve à propos des importations d'automobiles japonaises pour 1984-1985. Pourquoi le ministre n'a-t-il pas demandé aux constructeurs japonais qu'ils s'engagent à investir davantage au lieu de se contenter de la promesse pratiquement négligeable de nos jours, de 100 millions de dollars et 350 emplois, si nous avons de la chance, d'ici la fin de la décennie? Pourquoi le ministre n'a-t-il pas fait valoir plus énergiquement ses arguments?

L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je suis heureux que le député ait posé cette question. Je suis également satisfait qu'il montre publiquement qu'il comprend mal cette délicate question des négociations internationales sur les importations automobiles.

Le député doit se souvenir de plusieurs choses. Tout d'abord, nous sommes une nation marchande qui exporte plus qu'elle n'importe. Deuxièmement, nous vendons beaucoup plus aux Japonais que nous ne leur achetons. Ils constituent un marché important et en expansion qui crée des emplois pour les travailleurs canadiens. Je voudrais qu'il sache qu'en prolongeant notre accord volontaire avec les Japonais, je voulais parvenir à un niveau qui maintiendrait suffisamment de pression pour que continue l'excellent départ pris par nos négociations avec ce pays.

Il est facile pour le député de critiquer après coup. C'est la première fois que les Japonais investissent et créent des emplois au Canada en fabriquant chez nous. Cet accord a été négocié par le ministre de l'Expansion industrielle régionale et constitue un grand pas en avant.

Finalement, nous devons nous souvenir qu'il ne s'agit pas totalement de quelque chose d'unilatéral. Avec ce niveau d'importation, j'ai protégé les travailleurs canadiens mais laissé aux consommateurs suffisamment de choix. Ils ont la possibilité d'acheter des voitures japonaises s'ils le désirent et c'est le genre d'univers dans lequel nous voulons vivre.

M. Blackburn: Monsieur le Président, le ministre avait l'air tellement mal à l'aise en donnant sa réponse qu'il ne m'a pas donné l'impression d'être convaincu de la justesse de ce qu'il dit. Il sait qu'il n'a pas négocié avec toute la vigueur dont il aurait dû faire preuve au cours des quatre dernières années. Le marché japonais est le plus fermé et le plus protégé du monde. Je ne sais pas pourquoi le ministre ne l'admet pas.